

Sociologie de l'alimentation

PHILIPPE CARDON
THOMAS DEPECKER
MARIE PLESSZ

Sociologie de l'alimentation

ARMAND COLIN

Illustration de couverture : © Shutterstock / Ingrid Balabanova
Mise en page : Belle Page

NOUS NOUS ENGAGEONS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT :



Nos livres sont imprimés sur des papiers certifiés pour réduire notre impact sur l'environnement.



Le format de nos ouvrages est pensé afin d'optimiser l'utilisation du papier.



Depuis plus de 30 ans, nous imprimons 70 % de nos livres en France et 25 % en Europe et nous mettons tout en œuvre pour augmenter cet engagement auprès des imprimeurs français.



Nous limitons l'utilisation du plastique sur nos ouvrages (film sur les couvertures et les livres).

© Armand Colin, 2023

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur
11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN : 978-2-200-63461-2

Introduction

INTRODUCTION DE MENUS VÉGÉTARIENS dans les cantines scolaires et promotion de petits gestes pour limiter le gaspillage alimentaire, produits bio et régimes sans gluten, médiatisation du mouvement *slow food* ou des concours culinaires, avalanche de recettes de cuisine sur les réseaux sociaux, applications mobiles pour comparer les produits ou se faire livrer un dîner : l'alimentation et les enjeux qu'elle soulève semblent aujourd'hui omniprésents. Ce n'est pas un effet de mode. Ce n'est pas anecdotique. Bien que ce soit de manière souvent banale, routinière et largement invisible, l'alimentation est au cœur de la vie quotidienne, et au cœur de problèmes sociaux, économiques et politiques.

Manger nous occupe en moyenne deux heures par jour, auxquelles nous pouvons ajouter une heure et demie de tâches domestiques (courses, cuisine, débarrassage et vaisselle) [BROUSSE, 2015] – cela sans compter le temps dévolu aux activités ou sollicitations commerciales, politiques ou médicales qui concernent l'alimentation. L'alimentation absorbe 20,5 % des dépenses de consommation des ménages français (restauration hors foyer incluse) [LAROCHETTE et SANCHEZ-GONZALEZ, 2015]. Notre consommation alimentaire repose sur l'activité d'innombrables entreprises de production et de distribution alimentaire, sur des marchés locaux, nationaux et internationaux. En France, les industries agroalimentaires, la restauration hors domicile et le commerce agroalimentaire représentent 5 % des emplois [INSEE, 2017] et génèrent un excédent commercial. Elle représente aussi un quart de notre empreinte carbone.

L'alimentation est au cœur de grands problèmes de société contemporains, en particulier ceux relatifs à la santé et à l'environnement. Les deux premiers facteurs de risque de maladie et de mortalité à l'échelle mondiale sont la malnutrition maternelle et infantile, et le régime alimentaire [GAKIDOU *et al.*, 2017]. Depuis

plusieurs décennies, on observe un maintien des inégalités socio-économiques et des inégalités sociales de santé [BLANPAIN, 2016 ; BLANPAIN et CHARDON, 2011 ; MACKENBACH *et al.*, 2018]. Les épidémiologistes et nutritionnistes peinent encore à cerner le rôle de l'alimentation dans ces inégalités. Notre alimentation est aussi liée à la production agricole, qui a des impacts sur les sols, l'eau, le climat et la biodiversité ; elle nécessite de transporter, transformer et réfrigérer des denrées alimentaires. Un quart des émissions de gaz à effet de serre de la France sont attribuables à l'alimentation ; ces émissions ont lieu dans les secteurs agricoles et agroalimentaires (en France ou ailleurs) pour les deux tiers [BARBIER *et al.*, 2019].

Si ces impacts environnementaux de notre alimentation varient selon les pays, les réduire aura nécessairement des conséquences sur notre consommation [REDLINGSHÖFER, 2006 ; ADEME, 2016]. Plus encore, de nombreuses politiques environnementales attendent des consommateurs qu'ils jouent un rôle actif pour atténuer ces impacts tout au long des chaînes de production, transformation et consommation [DUBUISSON-QUELLIER, 2016].

Ainsi, de multiples politiques publiques (agricoles, sanitaires, nutritionnelles, environnementales, économiques, sociales, scolaires) s'efforcent d'orienter nos habitudes alimentaires. De nombreux acteurs privés (comme les industries agroalimentaires) ou associatifs (comme le mouvement végétarien) tentent également d'influencer notre alimentation, que ce soit pour préserver la gastronomie française, améliorer notre santé nutritionnelle, s'ouvrir des débouchés commerciaux ou promouvoir des valeurs éthiques.

Il n'est donc pas étonnant que prolifèrent les discours sur notre alimentation, pour en décrypter les tendances, en dénoncer les déviations ou en annoncer la décadence. Si l'on se restreint aux recherches scientifiques, l'alimentation est un objet étudié par de nombreuses disciplines dont la sociologie, l'économie, la géographie, l'anthropologie, l'histoire mais aussi plusieurs branches de la biologie (nutrition, analyse sensorielle, métabolisme) et l'épidémiologie. Des spécialistes du marketing, de la santé publique, de la psychologie, de l'environnement, de l'agronomie, du génie alimentaire ou de l'éducation s'y intéressent également. Quelle est alors la spécificité de l'approche sociologique de l'alimentation ?

La sociologie et l'alimentation

Peut-on parler de « sociologie de l'alimentation » ? L'alimentation s'est construite en sociologie d'abord comme un objet empirique plus que comme un questionnement théorique ou conceptuel.

Les sociologues qui l'ont étudiée l'ont fait en abordant des questions sociologiques inscrites dans des domaines relativement variés de la discipline (inégalités sociales, politiques publiques, marché, consommation, pratiques culturelles) tout en empruntant régulièrement aux travaux historiques et anthropologiques. Le corpus de travaux sociologiques sur l'alimentation dans son ensemble présente pourtant une cohérence, qui repose sur un postulat commun : l'alimentation n'est pas que la réponse mécanique à un besoin physiologique, c'est un fait social. Ainsi É. Durkheim, quand il s'emploie à définir les faits sociaux dans les premières pages des *Règles de la méthode sociologique*, avance que l'éducation des jeunes enfants consiste précisément à leur imposer des « manières d'agir, de penser et de sentir ». Il ajoute : « dès les premiers temps de sa vie, nous le(s) contraignons à manger, à boire, à dormir à des heures régulières » [DURKHEIM, (1901) 1997].

De manière similaire, dans son texte sur les techniques du corps, M. Mauss fait référence aux manières de table [MAUSS, 1936]. On sait également l'importance qu'accorde N. Elias à ces dernières dans son analyse du processus de civilisation [ELIAS, (1939) 2003]. Ainsi, considérer l'alimentation comme un fait social, donc redevable d'une analyse sociologique, semble aller de soi dès la fondation de la sociologie.

Les travaux contemporains montrent quant à eux que l'alimentation est plus qu'une pratique domestique : elle met en relation les politiques publiques, le marché et les ménages, ces derniers étant tout à la fois des familles, des consommateurs et des citoyens.

Ainsi, l'alimentation est prise dans un réseau plus large de normes et de contraintes qui donnent à voir en miroir la structuration collective d'une société et ses transformations.

L'alimentation, ses traductions et ses approches

En français, le terme « alimentation » désigne à la fois les aliments, les activités qui permettent de se nourrir et ce qui est consommé au quotidien (une alimentation équilibrée). Ce terme n'a pas de traduction exacte en anglais : *food* désigne la nourriture, les aliments ; *eating* renvoie à l'acte de manger ; *diet* désigne un régime (amaigrissant ou thérapeutique) mais aussi ce qui est consommé au quotidien.

Le champ académique anglophone fait ainsi la différence entre *sociology of food and eating* et *food studies*. La première est inscrite dans la discipline sociologique et s'intéresse aux acteurs et activités sociales de l'alimentation plus qu'aux produits. Les travaux d'A. Warde en Grande-Bretagne [1997, 2016a] en sont un bon exemple. Les *food studies* sont un domaine pluridisciplinaire défini par un objet commun, l'alimentation mais plutôt sous son aspect matériel (les aliments et les produits). Cette démarche est illustrée par le manuel dirigé par A. Murcott, W. Belasco et P. Jackson [2013]. En France, on retrouve cette polarisation entre des travaux s'inscrivant théoriquement et méthodologiquement dans la sociologie, incarnés par exemple par les auteures de *Sociologie de l'alimentation* [RÉGNIER *et al.*, 2006], et des travaux prêtant plus attention à la matérialité et à la symbolique des aliments, moins circonscrits disciplinairement, bien présentés dans le manuel *Sociologies de l'alimentation* [POULAIN, 2002]. Le présent ouvrage s'inscrit plutôt dans le premier courant.

La manière dont les sociologues ont abordé l'alimentation a évolué au fil du temps et l'on peut distinguer trois grandes périodes. Jusque dans les années 1970, l'alimentation est un objet empirique, sur lequel des sociologues ainsi que des anthropologues éprouvent leurs théories. Les travaux relèvent donc de différents domaines sociologiques et répondent à des questions relativement séparées. Ainsi on retrouve l'alimentation dans des travaux consacrés à la consommation et les modes de vie, en particulier avec l'étude des budgets (selon une tradition qui remonte à F. Le Play en passant par M. Halbwachs) et de la consommation ostentatoire [VEBLEN, (1899) 1970], deux aspects que l'on retrouve dans *La Distinction* [BOURDIEU, 1979]. L'alimentation figure aussi dans les recherches qui interrogent le travail domestique, en particulier dans une perspective féministe. Elle apparaît enfin dans des travaux d'anthropologues (comme Cl. Lévi-Strauss, M. Douglas) qui voient dans l'alimentation une entrée pour décoder les cultures.

Dans les années 1970-1980 apparaissent des sociologues spécialistes de l'alimentation, et des débats sociologiques sur l'alimentation.

La consommation alimentaire s’homogénéise-t-elle ou reste-t-elle différente selon la classe sociale ? Notre alimentation change-t-elle rapidement, et dans quel sens ? L’alimentation est-elle de plus en plus individualisée, ou toujours soumise à des normes sociales ? Le développement des industries alimentaires a-t-il bouleversé notre alimentation, ou ne représente-t-il qu’un changement modéré en comparaison à d’autres bouleversements antérieurs comme la disparition de la domesticité ou l’exploitation des ressources agricoles coloniales ?

Enfin, à partir des années 1990, émerge un troisième ensemble de recherches, porté par la croissance et la popularisation des enjeux sanitaires et environnementaux de la consommation et de la production alimentaire. L’alimentation a alors permis d’explorer la transformation de l’action publique, la genèse historique de la figure du consommateur, l’évolution des rapports de genre, la socialisation et les parcours de vie, la responsabilisation des individus en matière de santé. Hors de France, ces débats traversent aussi les travaux sociologiques sur l’alimentation [WARDE, 2016a, 2016b]. Dans le même temps se développe le champ interdisciplinaire des *food studies*, qui correspondrait en France à la socio-anthropologie de l’alimentation [POULAIN, 2002].

Ces évolutions et ces débats nous semblent attester que la sociologie de l’alimentation se stabilise et devient un domaine de recherche de mieux en mieux identifié, qui s’inscrit dans les grandes questions sociologiques de son époque : peut-on dire que nous vivons la postmodernité ? L’individualisation des modes de vie signifie-t-elle la fin des classes sociales ? Le changement social s’accélère-t-il ? Comment la mondialisation transforme-t-elle notre société ? L’ensemble de ces questions peut être investi par le biais de la sociologie de l’alimentation. La stabilisation progressive de ce domaine sociologique est d’ailleurs attestée par la publication de manuels en anglais [BEARDSWORTH et KEIL, 1997 ; MURCOTT, 1983, 2019 ; GUPTIL *et al.*, 2022 ; POULAIN, 2017] et en français [POULAIN, 2002 ; RÉGNIER *et al.*, 2006].

Positionnement de l'ouvrage

Cet ouvrage offre un panorama des travaux sociologiques sur l'alimentation. Nous ne nous sommes pas restreints aux travaux français ou francophones : nous mobilisons de nombreux travaux venus d'Europe et des Amériques, tout en privilégiant les références en français et en anglais, plus accessibles au lectorat français. Nous nous intéressons à l'alimentation depuis l'approvisionnement jusqu'au moment où les aliments sont mangés. Nous laissons donc de côté la production et la distribution des produits alimentaires, y compris les professionnels de la restauration et de la gastronomie, sauf quand ils sont directement pertinents pour comprendre la consommation. De la même façon, les politiques publiques liées à l'alimentation (et à l'agriculture, au commerce, aux recherches agricoles) sont présentées dans la mesure où elles ont des conséquences, directes ou plus symboliques, sur la consommation alimentaire. Nous avons centré notre propos sur les travaux sociologiques, par leurs questions et par leurs méthodes : les recherches inscrites dans d'autres horizons disciplinaires (histoire, anthropologie) ou manquant d'étayage empirique sont laissées de côté, sauf si elles ont marqué la sociologie de l'alimentation.

Le livre défend deux idées centrales. La première est que la sociologie de l'alimentation est en prise avec les grandes questions qui traversent la discipline, et en accord avec ses pratiques méthodologiques. On trouvera dans les pages qui vont suivre des travaux qui s'inscrivent dans une grande variété de thèmes d'actualité en sociologie comme l'immigration, les rapports de genre, le vieillissement, les politiques publiques, les marchés, l'environnement ou les relations humain-animal.

Plus précisément, trois questionnements sociologiques s'articulent autour de l'alimentation : elle est pensée comme consommation, comme culture, ou comme travail domestique. Penser l'alimentation en termes de consommation a stimulé des réflexions sur ses dimensions économiques et politiques. Cette perspective a donné lieu à des travaux sur les budgets alimentaires mais aussi sur le consommateur comme acteur économique sur un marché, sur sa place dans les formes d'action publique qui portent sur l'alimentation et sur la dimension politique de la consommation. La deuxième

perspective situe l'alimentation comme un fait de culture incorporé. Elle s'analyse alors à l'égal d'autres objets culturels, comme les tenues vestimentaires ou les loisirs. À ce titre, elle obéit à des normes sociales et contribue à manifester l'identité et la position sociale des acteurs. Enfin, quand l'alimentation est pensée comme travail domestique, l'attention porte sur les activités qu'elle requiert, sur la division et l'organisation de ces activités, sur l'articulation entre ce qui se joue dans le ménage et ce qui se joue à l'extérieur. Le travail domestique est tout à la fois un travail invisible, organisé par des rapports de genre asymétriques, et un travail affectif (*care work*) qui fabrique et donne à voir les liens familiaux, par exemple au moment des repas. Finalement, dans ces trois perspectives, on pourrait dire que les travaux sur l'alimentation contribuent à une réflexion sur la socialisation au quotidien, socialisation familiale mais aussi politique et économique sur le marché alimentaire, socialisation des corps et des goûts à une culture alimentaire, socialisation différenciée selon l'âge, le genre et la classe.

La seconde idée qui anime cet ouvrage est que l'alimentation est un fait social, un fait de culture, mais est dans le même temps encadrée dans l'économie et le politique. Notre alimentation aujourd'hui est en effet non seulement une manifestation de notre socialisation dans une (ou plusieurs) culture(s), mais elle est aussi inscrite dans les institutions et les flux d'économies mondialisées. Enfin, elle est l'objet de décisions, de compromis, de conflits politiques, liés à la division du travail alimentaire (à l'échelle du ménage, du pays ou de la planète), et à l'attribution des responsabilités de chacun des acteurs dans les problèmes environnementaux et de santé publique.

La dimension concrète et universelle de l'alimentation (tout le monde doit manger) explique probablement en large partie pourquoi elle permet d'aborder une telle variété de thèmes. C'est aussi une source de difficultés. La première est que c'est un objet sociologique avec lequel tous les chercheurs ont, inévitablement, une grande familiarité. Or celle-ci, on le sait, constitue à la fois une ressource et un danger méthodologique en sociologie [BEAUD et WEBER (1997) 2010 ; CHAMPAGNE, 2006]. Illustrons-le brièvement en abordant le lien entre alimentation et santé. Aujourd'hui, les conséquences de l'alimentation pour la santé sont bien connues. Elles apparaissent comme un fait objectif et démontré. Comme la recherche publique

est de plus en plus encouragée à répondre à des appels à projets thématiques pour se financer et qu'il existe de nombreux financements sur les questions de santé publique, il est tentant de questionner l'alimentation du point de vue de ses conséquences sur la santé [DUPUY, 2016]. Mais le fait que les autorités voient l'alimentation comme une question de santé publique n'implique pas que cette interprétation soit pertinente pour les acteurs sociaux, ni qu'ils comprennent le lien entre alimentation et santé comme le ferait un nutritionniste [GRIGNON, 2015 ; WARDE, 2015].

Ainsi, le lien entre alimentation et santé est évident et ancien mais il a évolué au cours du temps [FLANDRIN et MONTANARI, 1996]. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, c'est la famine et la disette qui lient la santé à l'alimentation. Certes, l'alimentation était plus variée qu'on ne le pense au Moyen Âge [QUELLIER, 2007], mais s'il survenait une mauvaise récolte ou une guerre, les populations mouraient de faim. Au XIX^e siècle, les apports caloriques sont à peu près assurés en France, mais les diètes manquent de variété : c'est le temps des carences, qui favorisent des maladies comme le typhus ou le scorbut. Ainsi les travailleurs agricoles pauvres du sud de l'Italie et des États-Unis sont-ils frappés par la pellagre (maladie provoquant dermatite, diarrhées, puis démence et mort), car leur alimentation repose presque exclusivement sur le maïs qui ne leur apporte pas assez de vitamine PP (pour *pellagra preventive*, identifiée au début du XX^e siècle). Enfin au XX^e siècle, et en particulier après la Seconde Guerre mondiale, se développent les « maladies de l'abondance » ou *lifestyle diseases* : les apports en calories, vitamines et nutriments sont assurés, mais ils sont excessifs par rapport à des besoins énergétiques qui se sont réduits en longue période (moins de travail manuel). L'obésité, le cholestérol, l'hypertension et les pathologies qui en découlent comme le diabète, les accidents cardiovasculaires et certains cancers font que l'alimentation a toujours un impact sur notre santé, mais un impact qui se produit sur une échelle de temps plus longue.

Cette très brève histoire est européen-centrée. Dans les pays en développement, ces différents problèmes peuvent se superposer : des conflits armés génèrent des famines, des carences nutritionnelles frappent les populations de régions pauvres ou affectées par les dérèglements climatiques, tandis que les populations des grandes

villes ouvertes aux importations sont touchées par l'obésité et les mêmes maladies du métabolisme que les habitants des pays développés. Par ailleurs, la forme même des liens entre alimentation et santé est un objet de lutte : en effet, qui est responsable des divers malheurs évoqués ? Faut-il sanctionner les industriels employant trop de sucres dans leurs produits ou éduquer les consommateurs ? Ou bien financer plus de recherches scientifiques pour prendre des décisions mieux fondées ? On perçoit donc le caractère historique, construit et politique des relations entre l'alimentation et la santé ; il en est de même des liens entre l'alimentation et l'environnement ou tout autre domaine constitué en problème social. Par conséquent, ce n'est pas à partir de ces problèmes de société aujourd'hui pressants que nous allons rendre compte des travaux sociologiques accumulés depuis le début du xx^e siècle.

Organisation de l'ouvrage

Ce manuel est organisé à partir des questionnements et perspectives sociologiques qui ont été appliqués à l'alimentation.

La première partie expose comment l'alimentation est à la fois support d'identités culturelles et enjeu économique, par l'analyse des goûts alimentaires de classe (chapitre 1) et des cultures alimentaires nationales dans un contexte de mondialisation (chapitre 2). Le chapitre 1 présente les travaux qui débattent de l'existence et de la persistance de goûts alimentaires différenciés selon la classe sociale. L'étude des budgets des ménages y a joué un rôle important, amenant les sociologues à questionner cette unité d'analyse qu'est le ménage. Le chapitre 2 rend compte des travaux analysant la constitution, l'usage ou la diffusion des cultures nationales alimentaires et se demande comment elles reflètent le monde contemporain, en particulier la mondialisation économique et culturelle. Finalement, à travers l'alimentation, ces travaux posent la question de l'articulation entre culture et économie et laissent entrevoir les enjeux politiques de l'alimentation.

La deuxième partie porte sur l'alimentation dans l'action publique. L'alimentation est l'objet de multiples pratiques politiques, où se mêlent et se confrontent une variété d'acteurs (publics, privés,

associatifs) et d'instruments, aujourd'hui au cœur des recherches en sociologie économique et sur l'action publique. On explore ainsi comment des communautés d'intérêts (économiques, éthiques) tentent d'imposer ce que devrait être la « consommation alimentaire » entendue comme système économique. Le chapitre 3 étudie les représentations du consommateur qui se dégagent des politiques publiques et des pratiques politiques des industriels ; le chapitre 4 porte plus particulièrement sur les mouvements de réforme des pratiques alimentaires émanant d'organisations philanthropiques, d'associations de consommateurs ou de dispositifs d'éducation sanitaire, et la façon dont ils conçoivent les responsabilités et la capacité d'action des consommateurs. Ce chapitre rend compte des travaux récents sur les activités de lobbying des industries agroalimentaires, et sur les initiatives citoyennes pour créer des alternatives à l'offre marchande.

La dimension pratique de la consommation alimentaire est au cœur de la troisième partie de l'ouvrage. Les travaux abordés attachent une grande place aux activités qui constituent l'alimentation au quotidien. Dans le chapitre 5, on examine la place des grands enjeux de société aujourd'hui – la nutrition et l'environnement – dans ces pratiques concrètes de la vie de tous les jours, à travers les pratiques alternatives (agriculture biologique, végétarisme), et l'étude de la réception des mouvements de réforme de la consommation. S'appuyant sur des recherches récentes, il sera décrit les stratégies de distinction sociale qui sous-tendent la consommation de produits biologiques, et analyse à la fois le végétarisme et la consommation de viande. On s'arrêtera en particulier sur la théorie des pratiques, une approche sociologique qui s'est fortement développée pour analyser les enjeux environnementaux dans les pratiques alimentaires. Le chapitre 6 porte sur les interactions au sein de l'espace domestique autour des activités alimentaires et montre comment la négociation d'une alimentation commune, à partir de préférences qui varient selon le sexe, l'âge et parfois l'origine sociale des membres du ménage, donne lieu à des négociations ou des conflits liés entre autres aux normes sanitaires et goûts précédemment étudiés.

Les goûts alimentaires dans des sociétés différenciées et mondialisées

UNE DES PRINCIPALES FAÇONS d'analyser sociologiquement l'alimentation est d'y voir un élément de la culture d'une société. L'alimentation est alors un marqueur d'identités collectives et d'appartenance sociale. Cette appartenance peut s'envisager à plusieurs échelles : les nations sont souvent caractérisées par des « cultures alimentaires », tandis qu'au sein d'une société on peut mettre en évidence des « goûts de classe ». Toutefois ces appartenances sont multiples et mouvantes. Les cultures (nationales ou de classes) ne sauraient être pensées comme des isolats immuables : si la mondialisation fait référence à une généralisation et une accélération des échanges matériels et culturels (et des flux de populations) entre les sociétés et les régions, les cultures alimentaires reposent depuis longtemps sur des emprunts entre sociétés et entre groupes sociaux.

Enfin, l'alimentation est aussi traversée par de puissants intérêts économiques : industries agroalimentaires, producteurs d'Europe et des pays du Sud, restaurateurs, médias avec le succès des émissions culinaires, professionnels de la diététique et de l'amaigrissement, tous vivent de l'alimentation et dépendent des goûts des

consommateurs, donc de leur culture alimentaire qu'ils contribuent par ailleurs à façonner.

L'objet de cette première partie est de mieux comprendre les enjeux de l'alimentation considérée comme marqueur de groupes sociaux, notamment de classes sociales, mais également de nations. Il s'agit également de saisir comment l'alimentation circule entre classes sociales et entre sociétés au fil du temps. Cette perspective dynamique souligne que le changement social et culturel est la règle – et que l'alimentation ne fait pas exception.

Chapitre 1

Alimentation et goûts de classe

L'ALIMENTATION EST PRÉSENTE dans les travaux d'auteurs qui se sont intéressés, tout au long du xx^e siècle, aux différences entre classes sociales et en particulier aux différences de style de vie. Chez M. Halbwachs, comme chez P. Bourdieu, l'alimentation est traitée comme un bien de consommation parmi d'autres, tandis que les travaux de Cl. et Ch. Grignon portent précisément sur l'alimentation comme marqueur de classe. Ces auteurs ont apporté des contributions importantes à la fois à la sociologie de l'alimentation et à la sociologie de la stratification sociale.

Au croisement de ces deux domaines de la sociologie, ces travaux s'efforcent en effet de donner à voir les classes sociales et leurs styles de vie comme ne relevant pas d'un simple déterminisme économique, selon lequel les consommations découleraient automatiquement des revenus du ménage et de la structure des prix. La notion de « goût de classe » représente un effort pour penser les styles de vie, de façon proprement sociologique, à partir des dépenses des ménages. Le « goût » est ici à prendre au sens large, puisqu'il reflète les jugements portés sur l'ensemble des consommations et pratiques culturelles, y compris l'habillement (chez M. Halbwachs), les lectures ou le mobilier (chez P. Bourdieu). Dans le même temps, penser le style de vie à travers les dépenses alimentaires oblige ces auteurs à aborder une réalité sociologique importante : le ménage (et par extension la famille). C'est en effet lui qui est l'unité sociologique au niveau de laquelle se font les dépenses alimentaires, quand bien

même les goûts peuvent être vus comme le fait des individus (sur la question des goûts individuels au sein des ménages, *cf.* chapitre 6).

À partir des années 1980, les recherches qui essaient de penser les classes sociales par leurs consommations se déploient selon deux axes. D'une part, les sociologues, notamment au niveau européen, discutent les thèses de P. Bourdieu, à la fois sur le plan théorique et sur le plan empirique, dans le cadre du débat sur la fin des classes sociales. D'autre part, le débat s'internationalise largement, les sociologues latino-américains mettant par exemple à l'épreuve les thèses bourdieusiennes dans des sociétés où pauvreté et inégalités sont plus fortes qu'en France.

Des dépenses aux goûts alimentaires

Les sources statistiques les plus anciennes sur l'alimentation sont des enquêtes portant sur les dépenses et les budgets des ménages. Tout l'enjeu pour les sociologues a été de dépasser les interprétations purement économiques de ces budgets pour mettre en évidence le caractère socialement construit des « besoins » et des goûts alimentaires. La « loi d'Engel » illustre bien cette interprétation économique des dépenses alimentaires, contre laquelle se construit la posture sociologique. E. Engel partait d'une régularité statistique : la part du revenu allouée à l'alimentation diminue au fur et à mesure que le revenu augmente. L'interprétation qu'il en proposait était la suivante : quand le revenu est très faible, les biens de « nécessité », au premier rang desquels figure l'alimentation, sont achetés en priorité. Cette posture suppose que la nécessité est définie par tous de la même manière (par exemple de façon physiologique), que c'est une contrainte pour les individus, et qu'elle est relativement évidente pour le chercheur.

La tradition sociologique visant l'étude de la stratification sociale fait le lien entre l'appartenance sociale et les consommations alimentaires de manière différente. Elle s'inscrit dans une double filiation : celle initiée par M. Halbwachs [BAUDELLOT et ESTABLET, 1994 ; HALBWACHS, 1913] qui insiste sur l'intégration sociale comme facteur explicatif des écarts de consommations entre ménages, et celle de T. Veblen [(1899) 1970] qui fait de la consommation un élément

central de l'expression des différences de statut social, notamment chez les élites. Dans cette tradition, la consommation (en particulier alimentaire) des ménages participe à la définition et à l'analyse des classes sociales. Cette réflexion autour des classes sociales est concomitante avec l'émergence des concepts de « genre de vie » (M. Halbwachs) et de « style de vie » (P. Bourdieu), puis de « style d'alimentation » (Cl. et Ch. Grignon) comme manifestation de la classe sociale. Ces trois concepts seront traités ici comme des synonymes.

Par rapport à la perspective marxienne (où la classe sociale est déterminée par les rapports de production), ces travaux analysent les classes sociales en accordant bien plus d'attention à la consommation, qui est une entrée pour saisir les styles de vie. C'est alors le « budget des ménages » qui est étudié, notamment chez M. Halbwachs, pour définir le genre/style de vie (et donc la classe sociale) parce qu'il permet de saisir les consommations quotidiennes. En d'autres termes, ce qui fait la classe sociale, c'est le ménage, et ce qui fait le ménage, c'est sa consommation. La consommation des ménages, dans laquelle l'alimentation occupe une place centrale, est la manifestation de genres de vie différenciés, socialement marqués, autrement dit c'est l'expression de la stratification sociale, des classes sociales qui constituent une société. On peut alors considérer que l'alimentation représente une frontière symbolique de classe au sens d'une distinction conceptuelle élaborée pour catégoriser les objets, les gens et les pratiques [LAMONT, 1992].

Quand la classe et la famille font bon ménage

Tant dans l'approche des ménages d'ouvriers dans la première moitié du xx^e siècle chez M. Halbwachs, que dans l'étude des ménages des classes populaires, moyennes, petites bourgeoises et bourgeoises chez P. Bourdieu, puis Cl. et Ch. Grignon dans les années 1970-1980, le ménage est le support d'un double sentiment d'appartenance : un sentiment d'appartenance familiale et un sentiment d'appartenance de classe. Le ménage et la classe sociale se superposent car le ménage (unité de consommation et unité observée) est le lieu où se manifeste un sentiment de classe qui passe notamment par les consommations alimentaires : les goûts, c'est-à-dire les consommations alimentaires,

sont des expressions de la classe sociale. Dans cette perspective, le « goût » n'est pas juste un des cinq sens. Il englobe les représentations et pratiques sociales qui permettent d'apprécier des consommations (les siennes mais aussi celles des autres) et de juger si elles sont « de bon goût » au regard de son propre milieu social.

Cette idée est très explicite chez M. Halbwachs. Pour lui, « manger », c'est « tenir son rang », c'est-à-dire maintenir l'image sociale que le groupe a de lui-même au regard des autres groupes sociaux. Ici, il substitue à la notion économique de « besoin » les « niveaux de vie », comme formes de besoins socialement définis par les groupes sociaux et seulement partiellement dépendants de leur revenu. Manger, c'est exprimer son genre de vie. Le ménage est dès lors le lieu d'un double sentiment d'appartenance : le sentiment familial parce qu'il faut « élever les siens en se nourrissant » et le sentiment de classe puisqu'il n'y a « point de sentiment de famille sans un sentiment de classe commun à ses membres » [HALBWACHS, 1913]. Le sentiment d'appartenance à une classe sociale, dont le genre de vie est une manifestation, implique que « quand un ménage décide de se nourrir [...], il faut des échanges entre le père, la mère, les enfants pour s'accorder et s'entendre sur l'idée de la famille comme un tout » [HALBWACHS, 1913, p. 26]. Autrement dit, se nourrir résulte d'accords communs entre les membres du ménage, accords qui participent à la définition même de ce double sentiment d'appartenance familiale et de classe : pour M. Halbwachs, la classe sociale est la représentation du groupe lui-même qui s'exprime à travers son genre de vie, c'est-à-dire « l'ensemble de coutumes, de croyances, de manières d'être qui résultent des occasions habituelles des hommes et de leurs modes d'établissements » [HALBWACHS, 1930].

Dans le cas de la classe ouvrière, le genre de vie est lié en premier lieu au travail aliénant et « déshumanisant » qui coupe l'ouvrier de la vie sociale : le fait de travailler en usine, à la chaîne, ne lui permet pas, selon M. Halbwachs, de développer des liens sociaux. Mais le genre de vie est aussi lié à la consommation, tout particulièrement alimentaire, qui, à l'inverse du travail, permet de prendre part à la vie sociale puisque l'alimentation est tout à la fois ce qui est partagé (en famille, au bistro, au restaurant) et ce qui permet de maintenir son rang (dans un espace social différencié). Et c'est alors le repas pris en commun qui incarne au mieux la classe sociale :